



PLATEFORME
INNOVATION
COULEUR
DESIGN
MATIÈRE



*Institut
Supérieur
Couleur
Image
Design*



UNIVERSITÉ TOULOUSE
Jean Jaurès



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Accord-cadre 2026PFFCBDC006

Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P

Pièce commune à l'ensemble des lots

Table des matières

1. STIPULATIONS GENERALES	3
1.1 Objet de l'accord-cadre	3
1.2 Mode de passation de l'accord-cadre	3
1.3 Forme de l'accord-cadre	3
1.4 Type d'accord-cadre	3
1.5 Montant de l'accord-cadre	4
1.6 Lieu d'exécution	4
1.7 Variantes/Prestations Supplémentaires Éventuelles /Options	4
2. STIPULATIONS ADMINISTRATIVES	5
2.1 Pièces contractuelles	5
2.2 Obligation du Titulaire	6
3. STIPULATIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION	10
3.1 Durée de l'accord-cadre	10
3.2 Modalités de commande	10
3.3 Modalités d'exécution des bons de commande	10
3.4 Livraison	11
3.5 Vérifications et admission	13
3.6 Transfert de propriété	14
3.7 Garanties	14
3.8 Maintenance	14
3.9 Formation	14
3.10 Documentation	15
4. STIPULATIONS FINANCIERES	16
4.1 Avance	16
4.2 Prix	17
4.3 Modalités de règlement des comptes	17
4.4 Pénalités	19
5. AUTRES STIPULATIONS	21
5.1 Assurances	21
5.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	21
5.3 Résiliation du marché	21
5.4 Modifications relatives au titulaire	22
5.1 Modalités de mise en œuvre des demandes de factoring, de cession/nantissement de créances et de garantie à première à demande	23
5.2 Langue-Monnaie	23
5.3 Règlement des litiges	23
5.4 Dérogations au CCAG-FCS	24

1. STIPULATIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites. Le projet porte sur l'acquisition et l'installation de matériels pour la d'une plateforme scientifique et d'innovation en Couleur Image Design (PI-CDM). La diversité des pratiques et des ateliers induit des lots variés.

La plateforme est un espace de recherche en couleur, design et matières/matériaux. Au sein de cet espace, les missions seront d'expérimenter, d'observer et de prototyper des objets et des services, ainsi que mener des recherches académiques sur la couleur et le design. Mener une veille sur les tendances et les usages ; analyser, inventer ou imaginer les futurs effets, produits ou encore services ; trouver des matériaux référencés et des conseils pour les appliquer à des projets sont d'autres missions de PI-CDM.

Les équipements seront destinés aux chercheurs, enseignants-chercheurs, professionnels et designers, certains seront à usage pédagogique avec l'Institut Couleur Image Design de Montauban (ISCID), composante de l'Université Jean Jaurès.

L'équipement de la plateforme PI-CDM est financé en majeure partie sur CPER (Contrat Plan État Région), les lots sont financés sur un budget alloué par la Région Occitanie.

PI-CDM est située sur le campus Universitaire de Montauban et est rattachée à l'Université de Toulouse Jean-Jaurès par le laboratoire de recherche LARA-SEPPIA.

Les locaux sont la propriété du Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne. PI-CDM (UT2J) et l'ISCID (UT2J) sont occupants des locaux à titre gratuit.

1.2 Mode de passation de l'accord-cadre

La consultation en lien avec le présent accord-cadre est passée suivant la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend la forme d'un accord à bons de commande, sans montant minimum et avec des montants maximums, passé en application des articles R2162-1 à R2162-4 du Code de la commande publique.

Lots	Désignations
1	Équipement de la cuisine pédagogique
2	Fils et rubans
3	Nuanciers Pantone et Munsell
4	Matériel pour prise photo de la CIM

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.4 Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire à marchés subséquents conclus en application des articles R2162-2, R2162-5 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

1.5 Montant de l'accord-cadre

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique, chaque accord-cadre est conclu dans la limite d'un montant maximum fixé comme suit :

Lots	Désignations	Maximum en € HT
1	Équipement de la cuisine pédagogique	72 500 €
2	Fils et rubans	8 000 €
3	Nuanciers Pantone et Munsell	4 500 €
4	Matériel pour prise photo de la CIM	5 000 €

Les montants ainsi définis sont fixés sur toute la durée de l'accord-cadre, périodes de reconduction incluses.

1.6 Lieu d'exécution

Ces prestations s'exécuteront au Centre universitaire de Tarn-et-Garonne, UT2J ISCID - Pavillon de l'Innovation 116 boulevard Montauriol, 82013 Montauban Cedex.

1.7 Variantes/Prestations Supplémentaires Éventuelles /Options

1.7.1 Variantes

Des variantes techniques au nombre de deux supplémentaire à l'offre initiale sont autorisées pour les lots 1 et 4. L'équipement devra répondre à minima aux exigences techniques décrites dans le présent cahier des charges avec des caractéristiques supplémentaires innovantes ou plus performantes.

1.7.2 Prestations Supplémentaires Éventuelles

Sans objet.

1.7.3 Options : options au sens de la réglementation européenne

1.7.3.1 Marchés à tranches optionnelles

Sans objet.

1.7.3.2 Marchés reconductibles

L'accord-cadre est reconductible.

1.7.3.3 Marchés pour des livraisons complémentaires

L'accord-cadre prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour des livraisons complémentaires (article R2122-4 du code de la commande publique).

1.7.3.4 Marchés pour des prestations similaires

L'accord-cadre prévoit la possibilité de conclure des accords-cadres négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R2122-7 du code de la commande publique).

2. STIPULATIONS ADMINISTRATIVES

2.1 Pièces contractuelles

2.1.1 Pièces particulières

2.1.1.1 Lot 1 – Cuisine pédagogique

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après,

- L'Acte d'Engagement (A.E.) ou L'Acte d'Engagement Variante (A.E.V.)
- Le Devis Détaillé (D.D.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) : pièces communes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) relatif au lot 1
- Le mémoire technique du titulaire
- L'offre technique et financière du titulaire
- les bons de commande

2.1.1.2 Lot 2 – Fils et rubans

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après,

- L'Acte d'Engagement (A.E.)
- Le Devis Détaillé (D.D.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) : pièces communes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) relatif au lot 2
- L'offre technique et financière du titulaire
- les bons de commande

2.1.1.3 Lot 3 – Nuanciers Pantine et Munsell

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après,

- L'Acte d'Engagement (A.E.)
- Le Devis Détaillé (D.D.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) : pièces communes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) relatif au lot 3
- L'offre technique et financière du titulaire
- les bons de commande

2.1.1.4 Lot 4 – Matériel pour prise photo de la CIM

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après,

- L'Acte d'Engagement (A.E.) ou L'Acte d'Engagement Variante (A.E.V.)
- Le Devis Détaillé (D.D.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) : pièces communes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) relatif au lot 4
- Le mémoire technique du titulaire
- L'offre technique et financière du titulaire
- les bons de commande

2.1.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS arrêté du 30 mars 2021).

Conformément à l'article 4.2.2. du CCAG-FCS, l'exemplaire unique permettant au titulaire de céder ou de nantir des créances sera remis au titulaire, à sa demande et sans frais.

Les exemplaires conservés dans les archives de l'Université Toulouse Jean Jaurès font seule foi. Ils sont signés par un représentant capable d'engager juridiquement l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

2.1.3 Stipulations relatives à l'application générale de vente du titulaire

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.2 Obligation du Titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats il s'engage sur des résultats précis et vérifiables. Il sera en faute s'il n'a pas respecté les résultats sur lesquels il s'est engagé. Il suffit à la personne publique de constater que le titulaire n'a pas atteint les résultats sur lesquels il s'est engagé sauf en cas de force majeure.

2.2.1 Organisation commerciale

Le titulaire désignera :

- un interlocuteur dédié à cet accord-cadre qui sera notamment responsable de sa mise en place et du suivi d'exécution des prestations, il participera aux réunions contractuelles et sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement et de problèmes récurrents dans l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire le remplacement de celui-ci.

2.2.2 Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent en la matière au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948)
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949)
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930)
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957)
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951)
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958)
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973)

- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999)

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre en fournissant, sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées

2.2.3 Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS et du Décret n° 2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments à caractère environnemental et de développement durable tels que définis dans son offre.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

2.2.3.1 Supports

Tous les supports livrables doivent être mis à disposition au format dématérialisé (site internet, format.pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou écolabellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

2.2.3.2 Véhicules

L'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitable. L'Université Toulouse Jean Jaurès souhaite que les véhicules utilisés soient des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

En tout état de cause, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 6 ou EURO VI.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant, sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

2.2.3.3 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

2.2.3.4 Electricité

La consommation électrique des matériels devra être indiquée et sera évaluée dans la sélection des offres.

2.2.4 Protection des données à caractères personnel

2.2.4.1 Relations précontractuelles

Dans le cadre des relations précontractuelles et durant la procédure de marché, le candidat s'engage à gérer les données personnelles des interlocuteurs de l'Université Toulouse Jean Jaurès d'une manière conforme à la réglementation de protection des données (Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données). En conséquence le candidat transmettra au pouvoir adjudicateur la mention d'information de protections de données (article 12 du Règlement général sur la protection des données « **RGPD** ») et les modalités d'exercice de droit engendrées dans le cadre de sa gestion administrative de notre dossier de consultation des entreprises (DCE)

2.2.4.2 Relations contractuelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, (« **RGPD** »), et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés (« **Loi informatique et libertés** »).

À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est prohibée.

Le pouvoir adjudicateur a désigné un Délégué à la protection des données (dpo@univ-tlse2.fr) afin de l'associer à tous les sujets relatifs à la protection des données à caractère personnel et contrôler le respect de la réglementation précitée.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel en lien avec le pouvoir adjudicateur, notamment à l'égard des personnes physiques identifiées ou identifiables placées sous sa responsabilité, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une documentation lui permettant d'être informé de l'existence de ces activités de traitement et d'en apprécier la conformité, en termes de respect des exigences de la réglementation et de garanties pour la protection des droits des personnes concernées et de la sécurité de leurs données.

Cette documentation doit comporter les informations suivantes :

- ✓ Le nom et les coordonnées du titulaire et, le cas échéant, du nom et les coordonnées de ces sous-traitants au sens article 28 du règlement UE 2016/679, et les coordonnées de votre délégué à la protection des données lorsqu'il en a désigné un ;
- ✓ Les finalités du traitement ;
- ✓ Une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- ✓ Les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, ainsi que les documents attestant de l'existence de garanties appropriées conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ Les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- ✓ Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- ✓ Le cas échéant, les noms et coordonnées des sous-traitants et sous-traitants ultérieurs (au sens du Code de la commande publique) réalisant des activités de traitement pour le compte du titulaire.

Le titulaire doit agir selon les instructions données par le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de la mise en œuvre du traitement.

Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur lorsqu'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données.

2.2.5 Conformité des équipements

Le titulaire est tenu d'effectuer les prestations respectant strictement toutes les normes françaises et européennes édictées en la matière.

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de vente ou de livraison des fournitures.

Le titulaire, en sa qualité d'expert et de professionnel est garant de la qualité des prestations qu'il commercialise et du respect des normes françaises et européennes par ses fournisseurs.

Dans l'hypothèse où, pendant la période d'exécution de l'accord-cadre, de nouvelles dispositions normatives ou réglementaires entreraient en vigueur, les fournitures devront être adaptées afin d'être conformes à ces nouvelles dispositions.

En cas de non-conformité des fournitures, ceux-ci seront retournés au fournisseur et remplacés par des articles conformes aux produits demandés, sans incidence financière.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

2.2.6 Confidentialité et mesures de sécurité

Ce projet présente une obligation de confidentialité telle que prévue l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Aussi, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets, qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel. Ils ne peuvent pas être transmis sans autorisation, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations de secret professionnel et obligation de discrétion.

En cas de manquement à cette obligation le titulaire encourt des pénalités.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire, se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 12 du présent document.

3. STIPULATIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION

3.1 Durée de l'accord-cadre

3.1.1 Durée initiale

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an. Il prend effet à compter de sa date de notification par lettre recommandée électronique avec accusé de réception.

3.1.2 Reconduction

L'accord-cadre est tacitement reconductible pour une même durée, soit un (1) an, sans que sa durée maximale, toutes périodes de reconduction confondues, puisse excéder 4 ans. Le nombre de périodes de reconduction est ainsi fixé à trois (3).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La décision de ne pas reconduire un ou plusieurs lots de l'accord-cadre ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité aux titulaires du lot concerné.

3.2 Modalités de commande

Les commandes pourront s'exécuter après la transmission d'un devis par le titulaire.

3.3 Modalités d'exécution des bons de commande

Les prestations de service seront commandées par Bons de Commande traditionnel.

3.3.1.1 Présentation

Le titulaire peut s'assurer de l'identité et de la qualité du signataire de la commande en s'adressant au Pouvoir Adjudicateur.

Tout bon de commande émanant de l'Université Toulouse Jean Jaurès permet d'obtenir les conditions prévues au présent accord-cadre et doit comporter les mentions ci-dessous :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- La référence de l'accord-cadre,
- La référence à la commande : date et numéro du bon de commande,
- La nature du document à livrer ainsi que les quantités,
- Le lieu de livraison (adresse et n° de contact)
- La désignation et l'adresse de l'ordonnateur du bon de commande,
- Le montant HT
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total des chèques à livrer

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.



Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires de l'accord-cadre.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. Les bons émis après la date de validité sont réputés nuls.

Le titulaire s'engage à vérifier que les bons de commande comportent toutes ces informations et notamment les adresses de facturation. Tout bon de commande ne remplissant pas ces conditions devra être retourné au service émetteur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation lors de la

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

réalisation des prestations ou de la facturation s'il n'a pas procédé à ces vérifications avant de traiter la commande.

Le titulaire prendra contact avec l'émetteur du bon de commande pour résoudre les problèmes relatifs à la disposition, disponibilité et accessibilité des locaux liés à des conditions particulières d'exécution des prestations.

Le titulaire n'a pas le droit d'exiger un minimum de commande.

3.3.1.2 Modification du bon de commande

Si le titulaire propose des modifications, le bon de commande ne devient définitif que si l'université exprime son accord dans un délai de 8 jours après réception de la contre-proposition. En l'absence d'un tel accord dans le délai imparti, ou si un refus est formulé, le bon de commande est réputé annulé.

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel livré et à sa maintenance. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

3.4 Livraison

La livraison s'effectuera dans les conditions des articles 20 et 21 du CCAG-F.C.S. Les fournitures livrées par le titulaire seront accompagnées d'un bon de livraison.

La livraison, l'installation et la mise en ordre de marche devront se faire du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Aucune livraison ne pourra être réceptionnée sur les périodes suivantes :

- ✓ Du 28 février au 8 mars 2026
- ✓ Du 18 avril au 3 mai 2026
- ✓ Du 14 au 17 mai 2026
- ✓ Du 14 juillet au 24 août 2026

En cas de non-respect des procédures définies ci-dessus, le titulaire, se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 12 du présent document. La livraison pourra également être refusée.

3.4.1 Délai de livraison

3.4.1.1 Délai de livraison des équipements

Les livraisons seront réalisées dans les délais d'exécution pour lesquels le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement.

Sous réserve de la mise à disposition des locaux par un personnel de l'ISCID ou de la plateforme PI-CDM, la livraison interviendra dans le délai maximal fixé également à l'acte d'engagement.

3.4.1.2 Délai de livraison des consommables

Le délai de la livraison est de 5 jours ouvré si le produit est en stock à la réception de la demande.

Dans le cas contraire le délai de livraison lequel le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement.

3.4.1.3 Prolongation des délais

• **Sur demande du titulaire**

Conformément aux articles 13.3.1 et 13.3.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution en cas d'incapacité de livraison (ex. : fournitures épuisées ou en cours de réédition), du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel : motif de la non livraison et fournir la preuve de ses recherches.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

Il dispose, à cet effet, d'un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3.3. du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de dix jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Conformément à l'article 13.3.4. du CCAG-FCS, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

• **A l'initiative du pouvoir adjudicateur**

Le site et le personnel est soumis à des fermetures administratives associées au rythme imposé par l'établissement public. Ainsi, en cas de retard imputable au personnel de l'ISCID ou de la plateforme PI-CDM, la prolongation du délai est de droit pour le titulaire. La durée sera fixée en accord entre les deux parties contractantes

3.4.1.4 Installation et Mise en ordre de marche

Le titulaire dispose d'un **délai maximum de 15 jours ouvrés** à compter de la livraison pour effectuer l'installation et la mise en ordre de marche.

3.4.2 Conditions de livraison

Les prestations devront être au Centre universitaire de Tarn-et-Garonne, UT2J ISCID - Pavillon de l'Innovation,

Le site universitaire offre deux entrées possibles selon les restrictions gouvernementales (Vigipirate) et la taille du véhicule :

- ✓ 65 avenue Beausoleil, 82013 Montauban
- ✓ 116 Bd Montauriol, 82013 Montauban

L'installation est à effectuer dans le Pavillon de l'Innovation en rez-de-chaussée ou à l'étage avec ascenseur selon les salles concernées (cf. bon de commande).

3.4.3 Bon de livraison

La livraison des produits s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG.F.C.S. Les fournitures livrées par le titulaire seront accompagnées d'un bon de livraison.

Ce bon de livraison, établi pour chaque livraison, comporte obligatoirement :

- ✓ L'identification du titulaire du marché,
- ✓ Les références du marché
- ✓ Les références du bon de commande,
- ✓ La date d'expédition,
- ✓ La date de livraison,
- ✓ La nature et la quantité des matériels livrés et leur répartition par colis.

Les bons de livraison sont édités en deux exemplaires :

- ✓ Un exemplaire sera remis au correspondant du site concerné ou à son représentant lors de la livraison.
- ✓ Un exemplaire sera transmis à l'appui de chaque facture correspondante.

Ce système permet notamment d'accélérer la vérification des factures et assure ainsi des délais de paiement optimisés. Le titulaire pourra proposer un mode de fonctionnement plus opérationnel s'il le souhaite.

3.4.4 Emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des produits seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-F.C.S. et dans les conditions indiquées à l'article 2.2.3 du présent document.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire est responsable des opérations de conditionnement et d'emballage des produits.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

Il doit de ce fait prendre toute mesure nécessaire pour que ceux-ci puissent supporter sans dommage les risques inhérents au transport.

Il doit privilégier les emballages recyclables plutôt que des films plastiques.

L'équipement détérioré par un emballage insuffisant devra faire l'objet d'un échange et d'un nouvel envoi par le titulaire du marché, à sa charge.

L'emballage des fournitures doit être réalisé dans des conditions telles que :

- ✓ Tout risque de détérioration au cours des transports et des manipulations soit évité ;
- ✓ Les inscriptions sur les emballages doivent être libellées en français.

Le pouvoir adjudicateur demande que le cheminement de l'équipement soit effectué sur palette. Le site admet un camion de 60m³ au maximum et sous condition (pas de semi-remorque).

Le véhicule devra disposer d'un hayon pour décharger.

3.5 Vérifications et admission

3.5.1 Opérations de vérification

Elles se déroulent conformément aux dispositions des articles 27 à 31 du CCAG-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable de la commande ou son représentant, au moment même de la livraison du matériel (examen sommaire)

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

La livraison devra être impérativement effectuée en d'un personnel de l'ISICD lequel vérifiera la conformité des équipements au regard des dispositions prévues par le CCTP.

La réception est assimilée à l'apposition sur le bon de livraison de la signature du responsable de la commande.

Les réserves, s'il y a lieu, seront également portées sur le bon de livraison.

Le destinataire de la livraison peut refuser celle-ci si les fournitures livrées ne sont pas en tous points conformes à la description qui en est faite sur le bon de commande.

La date de livraison de cette commande devra être communiquée à l'ISICD 24 heures auparavant.

3.5.2 Décision après vérifications

Des vérifications plus approfondies seront également faites pendant l'exécution des prestations.

À l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Si la prestation n'est pas conforme qualitativement aux caractéristiques de la prestation demandée, l'Université Toulouse Jean Jaurès aura le choix entre :

*** accepter la livraison avec réfaction du prix**

*** refuser la livraison**

Lorsque la livraison est refusée, soit :

- le titulaire devra reprendre dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de la demande formulée par le service concerné.

Lors de la reprise, un bon de reprise est édité par le titulaire selon les mêmes modalités que pour les bons de livraison.

- le titulaire devra à nouveau livrer les chèques dans un délai conforme à l'article 3.4.1.2. du présent document.

Soit :

- le pouvoir adjudicateur ou son représentant annule la commande de tout ou partie des prestations exécutées.

Les frais de transport et de manutention qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

3.5.3 Admission

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

- **Acquisition générale**

Elle se fera au terme de l'installation et la mise en ordre des équipements.

Un PV de réception sera établi et une fois signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, sera adressé au titulaire et au Pôle Achats de l'Université Toulouse Jean Jaurès à l'adresse suivante : achats@univ-tlse2.fr.

- **Acquisition des consommables**

Un représentant de l'ISICD ou de la plateforme PI-CDM doit constater la bonne livraison qualitative et quantitative. L'admission des produits est définitive si aucune réserve n'a été formulée dans un délai de 2 jours ouvrés suivant la réception des fournitures.

Cette notification sera effectuée par mail et sera adressé au titulaire et au Pôle Achats de l'Université Toulouse Jean Jaurès à l'adresse suivante : achats@univ-tlse2.fr.

3.6 Transfert de propriété

Conformément à l'article 31 du CCAG-FCS, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

3.7 Garanties

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, la durée de garantie est fixée à deux ans minimum à compter de l'admission du matériel.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site, les frais de séjour et les frais de port. En cas de retour usine des matériels pour réparation, les frais d'expédition aller et retour sont à la charge du titulaire.

Le CCTP peut compléter les éléments de couverture susmentionnés.

Le titulaire peut appliquer la garantie soit par un réseau national d'agences régionales, soit par un réseau national de partenaires agissant en son nom en totale transparence.

Dans le cas où lorsque la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, le pouvoir adjudicateur exige un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation sera acté par décision de l'acheteur après consultation auprès du dit-titulaire.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de la garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

3.8 Maintenance

L'entretien et le dépannage seront assurés (à l'exception des jours de fêtes légales) aux horaires d'ouverture suivants : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Le titulaire s'engage à intervenir, sur simple demande par mail ou téléphone dans un délai auquel le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement.

3.9 Formation

Un plan de formation sur site du personnel à l'utilisation et à l'entretien des matériels sera mis en place selon les dispositions établies par le titulaire. Cette formation sera à la charge du titulaire, sous sa responsabilité, sans supplément de prix pour l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

Les dates de formations seront convenues d'un commun accord entre le titulaire et le représentant de PI-CDM et/ou de l'ISCID. Les dates de formation ne pourront être au-delà de la date de mise en service mentionnée dans le CCTP sauf mention spécifique.

La formation sera sous sa responsabilité est sous la responsabilité du titulaire.

Les formations devront se passer dans la langue française.

Les modalités pour dispenser la formation sont stipulées dans le CCTP si ce dernier le prévoit.

3.10 Documentation

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, sans supplément de prix, la documentation nécessaire à l'utilisation et au fonctionnement corrects ainsi qu'à son entretien courant des matériels livrés. La documentation privilégiée sera en langue française et en cas d'impossibilité, elle sera en anglais.

4. STIPULATIONS FINANCIERES

4.1 Avance

4.1.1 Conditions de versement

4.1.1.1 Titulaire ou membre du groupement

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du marché, ou du bon de commande pris individuellement, est supérieur à 50 000 € hors taxes et que le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf stipulation contraire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le montant de l'avance est calculé sur la base des prestations individualisées de chaque membre. Le taux applicable est déterminé au regard de la taille de l'entreprise concernée.

À défaut de répartition individualisée, l'avance est versée sur le compte du groupement ou de son mandataire, à charge pour ce dernier d'en assurer la répartition entre les membres.

4.1.1.2 Sous traitance

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

4.1.1.3 Taux de l'avance

Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, dans sa rédaction issue du décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Le montant de l'avance est égal à 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze (12) mois.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'un montant correspondant à douze fois le montant mensuel moyen du marché, ce montant étant obtenu en divisant le montant initial du marché toutes taxes comprises par la durée du marché exprimée en mois.

Conformément au même article R.2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

4.1.1.4 Dérogation

Par dérogation à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire du marché lorsque le montant du bon de commande est inférieur à 50 000 € HT.



À défaut de demande formulée dans l'acte d'engagement ou dans un document ultérieur conforme aux stipulations contractuelles, le titulaire est réputé renoncer au bénéfice de l'avance.

4.1.2 Condition de remboursement

4.1.2.1 Modalités générales

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon le rythme et les modalités fixées par les présentes clauses, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlements partiels définitifs ou de solde.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

4.1.2.2 Échelonnement

Conformément à l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Il s'effectue par précompte sur les sommes dues et débute selon les modalités suivantes :

- ✓ Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, le remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de sa part du marché ;
- ✓ Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, le remboursement débute à la première demande de paiement.

4.2 Prix

4.2.1 Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires à partir des prix indiqués au B.P.U.

Les prix sont fermes et définitifs.

Le prix facturé doit être conforme au bon de commande.

Les prix sont exprimés hors TVA, en euros exclusivement.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) est celle en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

4.2.2 Contenu de chaque prix

Le prix est établi en euros, HT et TTC, dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toute charge fiscale, parafiscale ou autres (y compris tous frais liés aux opérations de dédouanement) frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous frais afférents à l'emballage, à la manutention, main d'œuvre, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et d'installation (franco de port), la formation et également, tous frais administratifs (y compris continuité de service), d'équipements des agents et de gestion (y compris les réunions).

Les frais liés à la fabrication, l'émission, la personnalisation et la livraison des titres sont inclus dans le prix dans l'accord-cadre.

4.3 Modalités de règlement des comptes

Le règlement est effectué, **après « Service fait »**.

4.3.1 Transmission dématérialisée de la facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.



Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le portail est gratuit.

Si le titulaire n'a pas de compte sur le portail CHORUS PRO (DGFIP), il devra préalablement en créer un et l'activer.

Les factures seront au format PDF.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation, une aide technique est proposée et mise à disposition sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

4.3.2 Mentions obligatoires

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- ✓ Université Toulouse - Jean Jaurès (UT2J) ;
- ✓ Le nom et l'adresse du service de l'Université ayant passé la commande ;
- ✓ Le nom, l'adresse et la raison sociale du créancier, titulaire de l'accord-cadre ;
- ✓ Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ou le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- ✓ Le numéro du compte bancaire ou postal
- ✓ Le numéro de l'**Accord-cadre 2026PFFCBDC006/XX¹** et l'objet de celui-ci ;
- ✓ La nature des prestations réalisées
- ✓ La date de facturation ;
- ✓ La désignation de l'organisme débiteur ;
- ✓ La date d'exécution des prestations ;
- ✓ Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de la passation de la commande et directement liés à l'accord-cadre ;
- ✓ Le montant total HT des équipements ;
- ✓ Le montant total TTC des équipements ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- ✓ Identifiant de la structure publique :
SIRET UT2J : 19311383400017
- ✓ Code service : voir bon de commande
- ✓ Numéro d'engagement juridique : Voir bon de commande

Pour les relances et suivi comptable, communication de référents du titulaire du marché dédiés à l'Université.

Sont désignés pour les règlements :

- Ordonnateur :

Madame la Présidente de l'Université Toulouse Jean Jaurès

- Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable de l'Université Toulouse Jean Jaurès

¹ Indiquer le lot concerné

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

4.3.3 Échelonnements des paiements

4.3.3.1 Lot 1 – Cuisine pédagogique

- ✓ 30 % à la suite de la livraison et de l'installation
- ✓ Solde à la suite de la première mise en service et du PV de réception.

4.3.3.2 Lot 2 – Fils et rubans

- ✓ Sans objet

4.3.3.3 Lot 3 – Nuanciers Pantine et Munsell

- ✓ Sans Objet

4.3.3.4 Lot 4 – Matériel pour prise photo de la CIM

- ✓ Sans objet.

4.3.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours (article R. 2192-10 du Code de la commande publique).

Conformément aux articles R.2192-31, R.2192-32, R.2192-35 et R. 2192-36, en cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.4 Pénalités

Des pénalités, sans mise en demeure, peuvent être appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels. Elles sanctionnent l'inexécution des prestations et la mauvaise exécution des prestations résultant du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Toutes les pénalités sont cumulables.

S'il y a relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire de chaque accord-cadre encourt une pénalité sans mise en demeure préalable

4.4.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 80,00 € applicable dès le lendemain du jour d'expiration du délai.

4.4.2 Pénalités d'indisponibilité

Une pénalité journalière pour indisponibilité d'un montant de 75,00 €. Cette pénalité sera applicable sans mise en demeure préalable et dès le premier jour d'indisponibilité

4.4.3 Pénalités pour interruption partielle ou totale du service

Lorsque le service est interrompu totalement ou partiellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par constat et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150 € pour une interruption partielle

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

et 1000 € pour une interruption totale.

4.4.4 Pénalités pour non production ou production incomplète de documents

Lorsque le titulaire ne produit pas ou transmet une production incomplète, celui-ci encourt, par constat et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150,00 €.

4.4.5 Pénalités pour non-respect des délais d'intervention

Lorsque les délais d'intervention ne sont pas respectés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 € applicable dès la première heure de retard commencée.

4.4.6 Pénalités pour non-respect de confidentialité et de discrétion

Lorsque le titulaire ne respecte pas les règles de sécurité, celui-ci encourt, par constat et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200,00 €.

4.4.7 Pénalités pour non-respect du cahier des charges

Lorsque le titulaire ne respecte pas les pièces contractuelles de cet accord-cadre, celui-ci encourt, par constat et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150,00 €

4.4.8 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

5. AUTRES STIPULATIONS

5.1 Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 9.2 du C.C.A.G.-F.C.S., tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- ✓ une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- ✓ une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- ✓ une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de **8** jours à compter de la réception de la demande.

5.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur procédera par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- Soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- Soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire, sous réserve du paiement des prestations régulièrement exécutées et admises avant la date d'effet de la résiliation, conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Les prestations aux frais et risques s'effectueront conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG-FCS, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

5.3 Résiliation du marché

5.3.1 Cas général

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-F.C.S.

5.3.2 Motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-F.C.S., en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité au titre d'un éventuel préjudice subi.

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché conformément aux articles L6 et L 2195-1 à 6 du code de la commande publique.

5.3.3 Inexactitude des documents et renseignements

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément à l'article 41 le pouvoir adjudicateur peut résilier cet accord cadre pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 11.3.7 du CCAG-FCS.

5.3.4 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

5.4 Modifications relatives au titulaire



Toutes modifications relatives à la situation juridique et bancaire du titulaire devront être impérativement transmises au Pôle Achats : achats@univ-tlse2.fr

5.4.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir Adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

5.4.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire

Le transfert de l'accord-cadre à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire doit en informer le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- ✓ Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- ✓ Une copie de l'annonce légale ;
- ✓ Les attestations fiscales et sociales ;
- ✓ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ✓ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ✓ Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- ✓ Un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société correspondante ;
- ✓ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché accepté par le Pouvoir Adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

5.1 Modalités de mise en œuvre des demandes de factoring, de cession/nantissement de créances et de garantie à première à demande

5.1.1 Demande de factoring

Toute demande de factoring doit être directement adressée à l'Agent comptable.

À cet effet, le titulaire transmet ladite demande par courrier recommandé avec accusé de réception (LRAR) à l'Agence comptable compétente.

5.1.2 Cession / Nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire.

En application des articles R.2191-46, R.2191-48, R.2191-50, R.2191-51, R.2191-52 et R.2191-53 du Code de la commande publique, toute demande de cession de créances doit être présentée par voie électronique auprès du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : achats@univ-tlse2.fr.

Lorsque la demande est validée, un certificat de cessibilité des créances est délivré au titulaire, conformément aux dispositions susmentionnées.

1.1.1 Garantie à première demande

En application de l'article 4.2.3 du présent C.C.A.P., la garantie à première demande est transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette garantie est libérée dans l'un des cas suivants :

- ✓ **Pour les marchés de travaux** : après réception des travaux, après restitution de l'acompte versé, ou à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- ✓ **Pour les marchés de fournitures** : après admission définitive des fournitures, après restitution de l'acompte versé, ou à l'expiration du délai de garantie éventuellement prévu au marché ;
- ✓ **Pour les marchés de services** : après admission définitive des prestations de services, après restitution de l'acompte versé, ou à l'expiration du délai de garantie éventuellement prévu au marché.

5.2 Langue-Monnaie

5.2.1 Langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Concernant la documentation, elle sera acceptée en langue anglaise.

5.2.2 Monnaie

La monnaie de compte est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation d'échange.

5.3 Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Accord-cadre 2026PFFCBDC006 : Acquisition d'équipements pour une plateforme d'innovation contenant plusieurs ateliers hétéroclites

5.4 Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations aux CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article du CCP	Dérogé à l'article du CCAG FCS
2.1	4
3.2.2	2.1.1
3.3.2	13.3.3
4.3.3	40
4.5	14.1.2
4.5	14.1.3
4.5	14
4.5.1	14.1
4.5.2	14.1
4.5.3	14.1
4.5.4	14.1
5.1	9
5.2.1	42